

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1494

Artikel: Théorie économique : y a-t-il une vie après la croissance?
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1010775>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Y a-t-il une vie après la croissance?

La croissance perpétuelle est la conséquence d'une économie monétaire. Quelle place pour une autre stratégie et un développement durable?

Il y a maintenant plus d'un quart de siècle, le Club de Rome sonnait l'alarme: la croissance économique ne peut se poursuivre, confrontée qu'elle est à la finitude des ressources naturelles et au nécessaire maintien de l'équilibre écologique. Pourtant la croissance est restée l'indicateur privilégié de la bonne santé des entreprises comme des économies nationales. Un taux de croissance faible et déjà l'inquiétude s'installe: comment lutter contre ce signe d'anémie?

Nos sociétés sont-elles donc condamnées à une croissance sans fin? Le bien-être dans la stabilité, le contentement d'un niveau de richesse atteint sont-ils des rêves impossibles? Dans un exposé présenté lors de l'assemblée générale de la Société du «Réseau pour la responsabilité sociale dans l'entreprise» (www.nsw-rse.ch), Mathias Binswanger, un jeune économiste et professeur dans une Haute Ecole spécialisée de Suisse alémanique, a proposé une réponse. Le propos n'a pas qu'un intérêt théorique. Seule une meilleure connaissance des mécanismes de la croissance peut nous donner les clés du développement durable, un concept à la mode mais qui ne semble guère s'incarner dans la réalité économique actuelle.

Par croissance économique, on entend couramment la croissance de la valeur monétaire de tous les biens et services pro-

duits dans un pays durant une année. Cette valeur s'exprime dans le produit intérieur brut (PIB) qui mesure le bien-être matériel d'une société. Cet indicateur reste très incomplet puisqu'il ne saisit pas la valeur des ressources naturelles et sociales, pas plus que les activités non rémunérées pourtant indispensables à la qualité de la vie. Croissance économique et bien-être ne vont donc pas automatiquement de pair.

Augmentation de la masse monétaire

Grâce à la croissance, le gâteau à partager augmente. Les gains des uns ne se font pas au détriment des autres. C'est pourquoi la croissance est un objectif largement partagé, par le patronat comme par les syndicats. Grâce à elle le progrès technique ne détruit pas l'emploi puisque l'activité économique ne cesse de s'étendre.

Mais la croissance ne trouve-t-elle pas ses limites naturelles dans la satisfaction des besoins des consommateurs? La réponse est positive pour ce qui est des besoins primaires comme la nourriture ou le chauffage. Par contre les besoins relatifs – ceux qu'il n'est pas nécessaire de satisfaire pour survivre – ne connaissent pas la satiété. Dès lors qu'un trop grand nombre d'individus disposent de certains biens, ces derniers perdent leur prestige, leur statut symbolique et la demande pour de

nouveaux biens se font jour. Ce «perpetuum mobile» de la consommation répond à la nécessité où se trouvent les entreprises de croître.

La croissance constitue en effet une condition de survie d'une économie monétaire. L'objectif de toute entreprise consiste à créer une plus-value. La somme d'argent gagné par la vente des produits ou des services doit être supérieure à celle qu'il a fallu engagé – capital et travail – pour la production. Comme toutes les entreprises fonctionnent selon la logique, l'ensemble de l'économie ne peut que croître.

Mais ce cycle permanent investissement/production/gain ne peut se perpétuer que grâce à une augmentation constante de la masse monétaire. Contrairement à une croyance répandue, l'activité économique ne repose pas tant sur l'épargne que sur le crédit. La croissance suppose une augmentation des revenus, donc du pouvoir d'achat. Or l'épargne, par définition, affaiblit le pouvoir d'achat et par conséquent le revenu des entreprises. En réalité, c'est la création monétaire qui stimule le pouvoir d'achat, lequel est une condition nécessaire de la croissance. Dans ce sens, la monnaie n'est pas neutre; elle n'est pas qu'un médium pratique mais un facteur essentiel, constitutif de l'activité économique.

Mais qu'est-ce qui pousse les banques à faire crédit, et donc à

augmenter la masse monétaire, et les débiteurs à demander des crédits? Simplement, pour les premières la certitude d'être remboursées, et pour les seconds l'espoir d'un gain supérieur aux intérêts à verser.

Reconversion?

Au niveau de l'entreprise, la contrainte n'est pas moindre. Pour un entrepreneur, l'espérance d'un gain futur détermine la valeur de ses actifs et encourage les détenteurs de capitaux à investir dans cette entreprise. Si cette espérance fait défaut ou disparaît, personne ne sera disposé à mettre son argent à disposition de cette entreprise qui à terme disparaîtra.

Sans croissance, cette économie s'effondre. Dans ces conditions, que devient l'exigence d'un développement durable si l'arrêt de la croissance se révèle impossible? La seule stratégie imaginable consiste à inventer une croissance moins gourmande en ressources naturelles et moins perturbatrices pour l'environnement. L'économie comprend rapidement le langage des prix. Cette reconversion implique que les ressources naturelles, celles qui concourent directement à la production comme celles qui sont indispensables à la vie, coûtent plus cher. Dans ce sens, les taxes énergétiques se justifient pleinement pour que l'économie monétaire respecte le cadre du développement durable. *jd*